



## CONJONCTURE ECONOMIQUE

# Tendances conjoncturelles

4e trimestre 2024

Le quatrième trimestre est marqué sur ses deux dernières semaines par le passage du cyclone Chido qui a ravagé l'île et durablement impacté son économie. De ce fait, il est apparu nécessaire d'adapter l'enquête de conjoncture avec des questions spéciales sur l'impact du cyclone pour mieux appréhender cet événement et ses conséquences, bien que ces dernières ne soient pas toutes visibles sur ce trimestre.

La présente note se compose de deux parties, une première qui se concentre sur les réponses des entreprises quant aux répercussions du cyclone, et une seconde qui suit le format classique des Tendances conjoncturelles publiées par l'IEDOM.

Comme à l'accoutumée, l'enquête a été menée auprès d'un échantillon d'entreprises mahoraises du 27 janvier au 10 février 2025. Toutefois, les questions posées et le processus de traitement des données ont été adaptés afin de faire ressortir des informations spécifiques relatives au passage du cyclone.

Toutefois, compte tenu de cet événement, les résultats présentés ici sont à prendre avec précaution, car les réponses sont probablement celles des entreprises ayant pu à minima reprendre leur activité. L'enquête du prochain trimestre pourra donner un éclairage plus précis.

### Focus : Impacts du cyclone Chido sur l'activité économique

#### Des dégâts considérables pour les entreprises

La totalité des entreprises interrogées signale avoir subi des dégradations matérielles au moins partielles et avoir connu des difficultés organisationnelles (déplacements et transports, communications...). Tous les types de biens sont concernés par les dégradations : outils de production, surfaces de vente, bureaux, véhicules professionnels, locaux de stockage, etc.

Bien que 93 % des entreprises déclarent être assurées, les niveaux de couverture des sinistres et de la perte d'exploitation sont très variables. L'assurance prend en charge la quasi-totalité (>75 %) des pertes et dommages pour 17,5 % des répondants, une part substantielle (entre 50 et 75 %) pour 14 % et une faible part ou rien (<50 %) pour 10,5 %. Le reste des entreprises assurées est soit en attente d'évaluation de la part de l'assureur, soit n'avait pas encore contacté ce dernier au moment de leur réponse.

Contrecoup des dégradations et difficultés organisationnelles, la moitié des entreprises de l'échantillon ont vu leurs charges d'exploitation augmenter après le passage du cyclone. Pour y faire face, la majorité des entreprises présentaient des trésoreries positives avant Chido (61,4 %), avec des niveaux suffisants pour couvrir leurs premières dépenses pour une grande partie d'entre elles. En outre, des mesures de soutien aux entreprises comme le dispositif d'activité partielle (sollicité par 52,6 % des répondants)

ou la suspension de la collecte et du recouvrement des cotisations par l'URSAFF ont été mis en place. Pour l'heure, la majorité des répondants déclare ne pas avoir réduit leurs effectifs (seuls 5,3 % indiquent s'être séparés d'employés).

#### Une reprise et des prévisions disparates

96,5 % des entreprises interrogées annoncent avoir été en mesure de reprendre ou de poursuivre leur activité au moins partiellement. Parmi elles, 42,1 % estiment avoir retrouvé le même niveau qu'avant Chido. De plus, les situations sont très variables d'une entreprise à l'autre. Parmi celles qui n'ont pas repris leur activité ou qui l'ont reprise seulement partiellement, 33,3 % estiment pouvoir retrouver les niveaux d'avant Chido d'ici six mois, 51,5 % entre six mois et un an, les 15,2 % restants n'anticipent pas de reprise complète avant au moins un an. La crainte d'une défaillance au cours des six prochains mois est évoquée par 29,8 % des chefs d'entreprise interrogés.

Pour le premier trimestre 2025, 42,9 % des entreprises anticipent une baisse d'activité, 33,9 % une stabilité et 23,2 % une hausse. Si aucune analyse sectorielle n'a été menée pour ce trimestre, certaines entreprises, vont bénéficier de la reconstruction nécessaire après le passage du cyclone. Ainsi, les entreprises prévoyant une hausse d'activité au premier trimestre 2025 appartiennent toutes aux secteurs du BTP et de l'industrie. De plus, chefs d'entreprise ne prévoient pas

de conséquences négatives du cyclone sur le niveau de leur carnet de commandes dans 70,2 % des cas.

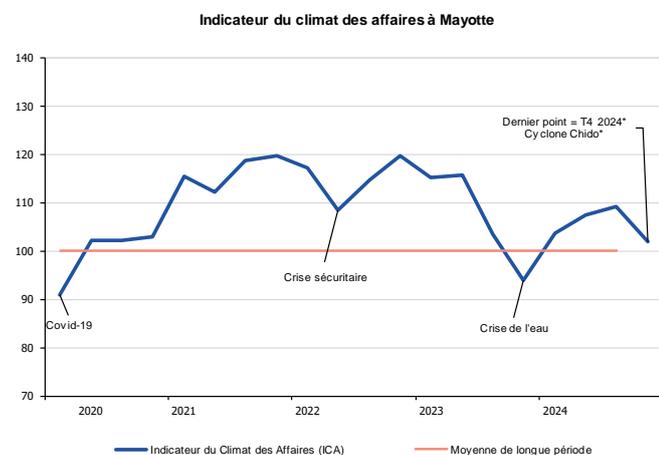
Concernant les mesures de soutien aux entreprises, 75 % des répondants envisagent de solliciter au moins un type d'accompagnement au prochain trimestre. Ces

derniers permettent à 79 % des entreprises de considérer être en mesure de maintenir leurs effectifs à court terme.

La trésorerie reste toutefois une préoccupation pour 73,7 % des chefs d'entreprise qui craignent une dégradation en 2025.

## Les conséquences du cyclone concernent tous les pans de l'économie

### L'ICA déjà affecté par le passage du cyclone



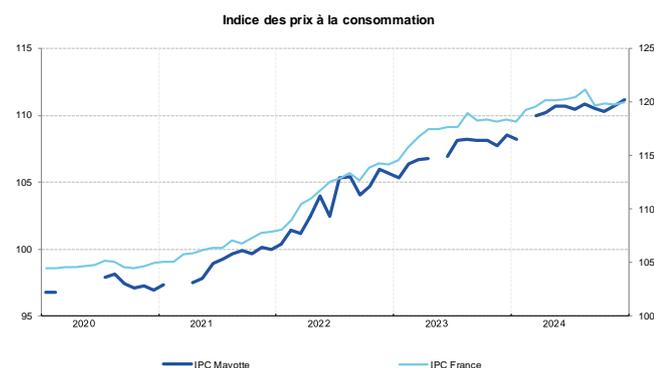
\* Pour ce trimestre, il s'agit d'un ICA temporaire.

Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Le passage du cyclone Chido et ses conséquences négatives sur l'économie à partir de la mi-décembre se font ressentir dès le quatrième trimestre 2024 au travers de l'ICA. Après trois trimestres consécutifs de hausse, témoin de la reprise du dynamisme de l'activité économique mahoraise, l'indicateur du climat des affaires (ICA) chute de 7,3 points et s'établit à 101,9 points au quatrième trimestre 2024. Cette évolution s'explique principalement par les prévisions incertaines des chefs d'entreprises.

Il est à ce stade difficile pour les chefs d'entreprise d'établir des prévisions d'activité pour le prochain trimestre en termes quantitatifs.

### Une inflation toujours proche de 2 %

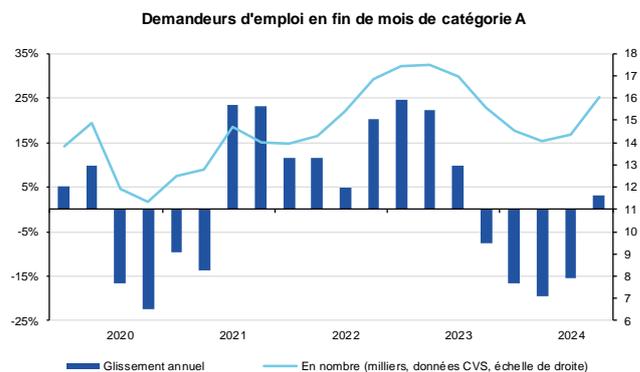


Base 100 : année 2021 (Mayotte)  
Base 100 : année 2015 (France)  
Source : INSEE

L'indice des prix à la consommation (IPC) est stable pour le deuxième trimestre consécutif (+0,6 %). La tendance est confirmée dans la majorité des grands postes de consommation : les services et les produits manufacturés progressent de 0,8 %, les produits alimentaires de 0,7 %, tandis que l'énergie recule très modérément (-0,2 %).

En glissement annuel, l'inflation s'élève à 2,4 % (après +2,1 % à septembre 2024), rythme demeurant supérieur à celui observé au niveau national (+1,3 %). Cette hausse des prix est portée par l'ensemble des grands postes. Les prix de l'énergie augmentent de 5,6 % et ceux de l'alimentation de 3,4 % sur les douze derniers mois. Les services et les produits manufacturés croissent également, respectivement de 1,8 % et 0,7 %.

### Le nombre des demandeurs d'emploi progresse nettement



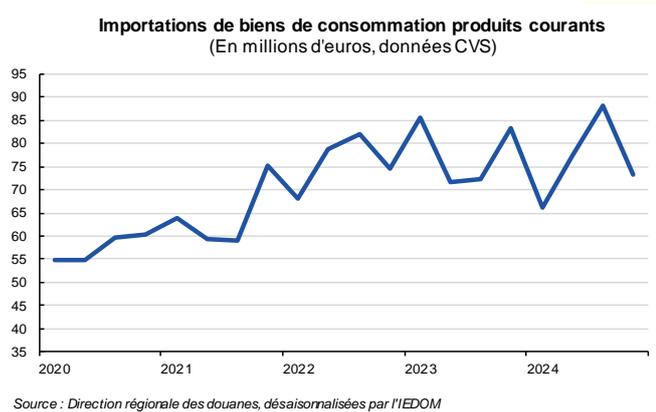
Source : France Travail - Dares, STMT, traitements Dares.

Au quatrième trimestre 2024, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) progresse de 12,1 % (CVS) par rapport à septembre 2024. Cette hausse est davantage portée par les hommes (+18 %) que par les femmes (+9,4 %). D'un point de vue générationnel, les -25 ans sont les plus concernés (+20 %), suivis des plus de 50 ans (+11 %) et des 25-49 ans (+ 9,9 %).

En glissement annuel, le nombre de DEFM A augmente pour la première fois depuis plus d'un an (+3,3 %). Cette évolution s'explique par la hausse des demandeurs hommes (+13,9 %) tandis que les demandeurs femmes baissent légèrement (-1,7 %).

Compte tenu de la mise en place du dispositif d'activité partielle et de probables défauts de déclarations, l'impact du cyclone Chido sur l'emploi rend difficile l'interprétation de ces données.

## Une consommation des ménages en berne

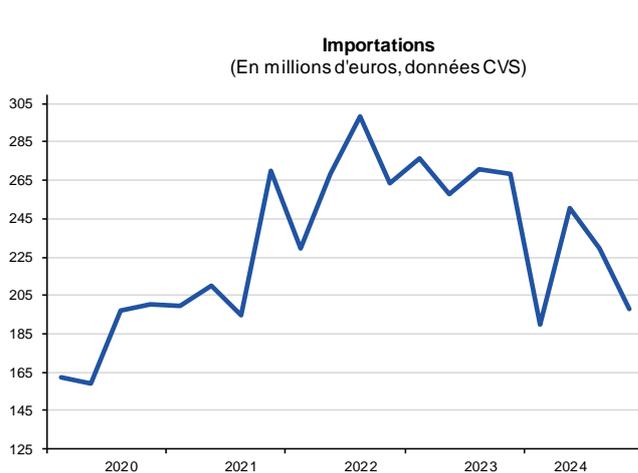


La consommation des ménages fléchit au dernier trimestre 2024.

Les importations de produits courants chutent de 17,6 % et celles des produits d'équipement du foyer baissent de 5,6 % (CVS). Les crédits à la consommation sont en recul de 1,8 %.

Sur les douze derniers mois, ces tendances se confirment. Les importations de produits courants et de biens d'équipement fléchissent de 10,6 % et de 12,2 % respectivement. Concernant les crédits à la consommation, une baisse de 1,8 % est également observée.

## Un niveau d'importations toujours en repli



Pour le deuxième trimestre consécutif, les importations se réduisent (-13,8 % après -8,1 % en valeur au T3). Tous les grands postes d'importation contribuent à cette baisse. L'énergie chute drastiquement (-54,6 %). Suivent les importations de produits courants (-17,6 %), biens d'investissement (-9,8 %), biens intermédiaires (-7,2 %) et biens d'équipement du foyer (-5,6 %). En glissement annuel, les importations baissent de 26,6 %.

Le passage du cyclone a eu un impact instantané sur le niveau des importations. En comparaison à décembre 2023 (2022), où il s'élevait à 76,9 M€ (89,3 M€), décembre 2024 enregistre seulement 40,3 M€ d'importations, le plus bas niveau sur les cinq dernières années.

Concernant les exportations, un recul de 49 % sur le trimestre et de 4,4 % sur un an est observé. Toutefois, les exportations demeurent très faibles au regard des importations, le taux de couverture étant de 1,4 %.

## **Conjoncture régionale : Des croissances contrastées et sous pression inflationnistes**

En Afrique du Sud, la croissance économique a enregistré une baisse de 0,3 % au troisième trimestre en glissement annuel. L'activité économique a encore diminué dans le secteur primaire tandis que la production des secteurs secondaires et tertiaires a augmenté à un rythme plus lent. L'inflation globale des prix à la consommation a ralenti pour atteindre ses plus bas niveaux à 2,8 % en octobre 2024. Le taux de chômage a baissé à 32,1 % au troisième trimestre 2024.

À Madagascar, selon la Banque centrale, la croissance économique est estimée à 4,4 % en 2024, soutenue par les secteurs du commerce, du BTP et des services. La persistance de l'inflation au deuxième semestre demeure un enjeu majeur, atteignant 8,6 % en glissement annuel à fin 2024. Cette progression provient principalement des produits locaux, représentant une large part du panier à la consommation, consécutivement à la hausse des coûts de production. Face à cette conjoncture, la Banque centrale maintient son taux directeur à 9,5 %. La croissance sur l'année 2025 est estimée à 5 %.

À Maurice, la croissance du PIB pour l'année 2024 est estimée à 5,1 %, après une hausse de 5,6 % en 2023, selon le Bureau statistique. Cette évolution est tirée par des secteurs clés tels que la construction, les services financiers, le tourisme et le commerce. La Banque Centrale estime une croissance du PIB variant entre 3,5 % et 4 % pour 2025. Cependant, les risques d'inflation demeurent en raison des pressions sur les prix importés. Le taux d'inflation atteint 3,6 % en décembre 2024 contraignant la Banque Centrale de relever son taux directeur de 50 points de base, à 4,5 %.

Aux Seychelles, au dernier trimestre 2024, l'inflation s'établit à 1,7 % sur un an. Dans ce contexte, la Banque centrale seychelloise baisse son taux directeur à 1,5 % pour l'année 2025. La fréquentation touristique continue de reculer sur l'année (-5,7 %) mais reste néanmoins en progression par rapport au 3e trimestre 2024 (+25,3 %).

Aux Comores, l'activité économique s'est dynamisée sur le 3<sup>e</sup> trimestre 2024. Dans ce contexte, le commerce extérieur progresse de manière contrastée avec une forte hausse des exportations (+74,3 %) et une légère augmentation des importations (+0,2 %). L'inflation moyenne a connu une hausse de 2,1% par rapport au deuxième trimestre 2024. Ce rythme élevé des prix à la consommation est dû principalement à la persistance des pénuries des produits de première nécessité.

Sources : Banques centrales, institutions nationales, FMI, Banque Mondiale.

## **Conjoncture internationale : La croissance mondiale est hétérogène et incertaine**

Selon les estimations publiées par le FMI en janvier 2025, l'économie mondiale a enregistré une croissance de 3,2 % en 2024. Elle devrait s'élever à 3,3 % en 2025 et se maintenir à ce niveau en 2026, soit un niveau inférieur à sa moyenne historique (3,7 % entre 2000 et 2019). L'inflation globale devrait continuer de ralentir : après avoir atteint 5,7 % en 2024, elle devrait s'établir à 4,2 % en 2025 puis 3,5 % en 2026. Les prix des produits de base énergétiques devraient diminuer de 2,6 % en 2025, grâce au recul des cours du pétrole lié à la faiblesse de la demande chinoise combinée à une offre plus importante.

Ces projections masquent toutefois des disparités importantes selon les régions. Aux États-Unis, la dynamique économique reste vigoureuse : +2,8 % en 2024 (après +2,9 % en 2023). La croissance américaine est portée par une demande intérieure forte grâce au desserrement de sa politique monétaire et de conditions financières favorables. Elle devrait ensuite s'établir à 2,7 % en 2025 puis 2,1 % en 2026. L'inflation devrait quant à elle se maintenir autour de la cible de 2 % en 2025 et 2026.

Dans les autres pays, les perspectives à court terme risquent d'être révisées à la baisse en raison de fortes incertitudes (notamment l'intensification des mesures protectionnistes et conflits au Moyen-Orient et en Ukraine).

Dans la zone euro, la croissance reste morose, le PIB enregistrant une hausse de 0,8 % en 2024 après une croissance faible de +0,4 % en 2023. Cette situation diverge selon les pays européens, le PIB allemand se contractant de nouveau (-0,2 % après -0,3 %) tandis qu'en Espagne, la croissance est plus vigoureuse (+3,1 % après +2,7 %). Les tensions géopolitiques continuent d'impacter le moral des agents économiques européens tandis que l'incertitude pèse sur les perspectives de croissance dans la zone (+1,0 % en 2025). Elle devrait toutefois s'accélérer en 2026 (+1,4 %), portée par la hausse de la demande intérieure grâce à l'amélioration de la confiance et de l'assouplissement des conditions de financement.

En France, la croissance du PIB reste stable en 2024 (+1,1 %). La consommation des ménages progresse au même rythme (+0,9 %) tandis que l'investissement recule (-1,5 %, après +0,7 % en 2023), notamment dans la construction et les produits manufacturés. Le commerce extérieur contribue de nouveau positivement à la variation du PIB malgré le ralentissement des exportations grâce au recul des importations (-1,1 %). À fin décembre 2024, l'inflation s'élève à 1,3 %. Le FMI prévoit un ralentissement de la croissance en 2025 (+0,8 %) puis une accélération modeste en 2026 (+1,1 %).

Au Japon, l'économie recule (-0,2 %) en 2024 en raison de la contraction de la production et d'un effet de base, les facteurs ayant stimulé l'économie en 2023 (notamment le regain du tourisme) s'étant estompé. Selon les estimations du FMI, l'activité économique devrait se redresser en 2025 (+1,1 %) et ralentir en 2026 (+0,8 %).

Enfin, la croissance dans les pays émergents et en développement (+4,2 % en 2024) devrait se maintenir jusqu'à 2026. En Chine, la croissance (+4,7 % en 2024) est inférieure à celle de 2023 (+5,2 %) en raison du ralentissement de la consommation, dans un contexte de confiance en berne, d'incertitudes entourant les politiques commerciales et de contraction du marché immobilier. Elle devrait rester stable en 2025 et 2026.

Sources : FMI, Insee, Banque de France

**Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.iedom.fr](http://www.iedom.fr)**

Directeur de la publication : Florence MAR PICART ■ Responsable de la rédaction : D. ALI CHARIF

Rédaction : A. CAMPS BRES, N. OUMOURI